

Région des Pays de la Loire

CONSEIL REGIONAL

Réunion du 26 et 27 juin 2008

VOEU

Le Conseil régional sollicite la mise en œuvre d'une concertation sur la disparition des établissements du service de défense nationale en Région Pays de la Loire

présenté par Patrick DELPECH pour le compte de la majorité

Le Président de La République, Nicolas Sarkozy a présenté lundi 17 juin le livre blanc de la défense. Les conséquences qui suivront l'application des objectifs qui ont été fixés nous inquiètent fortement pour l'avenir des établissements de défense nationale en Pays de la Loire et de leurs salariés.

Entre 2000 et 4000 emplois sur les 5 départements de la Région sont concernés.

L'ampleur de ce déplacement de population est considérable. Aucun employeur public ou privé n'avait jusqu'à présent osé procéder à un tel dégraissage et déshabiller de cette manière les territoires en remettant en cause leur équilibre. Cette décision a été prise dans la droite ligne des agissements de l'Etat qui depuis plus d'un an a accéléré la fermeture des services de proximité aux habitants et aux entreprises par la suppression de nombreuses gares fret, de tribunaux, de bureaux de poste et de classes dans les écoles.

Inspiré par les logiques comptables et financières qui déterminent l'avenir des grands groupes capitalistiques, l'Etat prend le problème à l'envers en considérant les moyens avant l'intérêt du service rendu au public. Les objectifs ont été téléguidés par l'Elysée qui a posé, en préalable à l'écriture du livre blanc, le maintien du budget des armées à 2% du PIB. Dans le même temps, l'exercice de révision générale des politiques publiques (RGPP) a été mis en œuvre avec comme finalité de conduire à une réduction drastique des fonctions de « soutien et logistique » des armées.

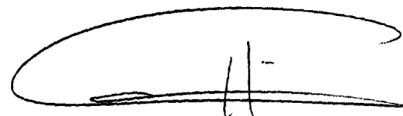
Le Président de la République tient un discours inquiétant. Il opère un véritable déni de reconnaissance de l'activité humaine et économique créée sur nos territoires par l'implantation des activités de défense nationale.

Le développement économique généré par les activités militaires autour des sites est impacté par les conséquences des mesures du livre blanc. Les conséquences sur l'emploi industriel et de services risquent d'être douloureuses. De nombreux emplois indirects également vont être touchés dont ceux des familles des militaires et civils travaillant pour la défense, qui seront contraints de quitter leurs activités pour suivre leur conjoint. Le chef de l'Etat n'a pas évoqué cette situation.

Il n'a pas abordé également les possibilités de reconversion des sites. La capacité technologique et humaine des infrastructures constitue une ressource intéressante dans une région où l'industrie de pointe se développe. Ainsi par exemple, le site de l'Etablissement Technique d'Angers menacé par la réforme est un outil performant dans la région qui accueille le pôle de compétitivité « automobile haut de gammes ». Il est équipé pour tester du matériel de très haute technologie. L'industrie automobile l'utilise pour faire des essais, grandeur nature, de ses prototypes. Il représente un atout majeur pour le développement et l'ancrage en Pays de la Loire de l'activité, notamment par son rayonnement sur l'industrie automobile traditionnelle qui traverse une période difficile.

Le chef de l'Etat a rappelé que les territoires les plus fragiles seront accompagnés et qu'il faut être inventif pour compenser la fermeture ou le transfert des implantations militaires.

Nous sollicitons qu'une réflexion soit engagée sous le pilotage de l'Etat avec l'ensemble des acteurs publics, économiques et sociaux du territoire pour que des solutions alternatives à la disparition des services de la défense soient étudiées dans le cadre d'un aménagement du territoire dynamique et responsable.

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping horizontal stroke with a small vertical mark in the center.